

Baromètre des Territoires 2021

ELABE

INSTITUT
MONTAIGNE



16/11/2021

UNE FRANCE CONVALESCENTE, UNE FRANCE DU « PROCHE »

- Synthèse -

Fiche technique

Interrogation

Echantillon de 10.054 personnes, divisé en 12 sous-échantillons régionaux de 800 individus (1.200 en Ile-de-France), représentatifs de la population résidente de chaque région administrative métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée par région aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle et taille d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

Interrogation par Internet entre le 10 septembre et le 7 octobre 2021.

Questionnaire

L'enquête est composée de 5 parties : « regard sur sa vie quotidienne, sa qualité de vie, ses aspirations individuelles », « Lien social », « Vivre ensemble », « Regard sur son territoire » et « Vision de la société ».

Au total, le questionnaire comprend une centaine de questions.

Marges d'erreur

La taille d'échantillon de 10.000 individus permet d'obtenir des marges d'erreur très faibles, comprises entre 0,3 et 1 point de pourcentage.

Le Baromètre des Territoires est né en octobre 2018, du besoin de comprendre et décrypter les opinions de nos concitoyens en partant de ce qui fait leur quotidien et au plus près de l'endroit où ils vivent. Etude d'ampleur réalisée auprès de 10.000 personnes, avec un échantillon représentatif pour

les 12 régions métropolitaines, la 2^{ème} édition du Baromètre des Territoires est publiée par Elabe et l'Institut Montaigne avec la SNCF.

Après 2 crises aussi majeures qu'inédites et à quelques mois d'une échéance électorale qui occupe déjà tous les débats, comment vont les Français, comment va la France, comment nos concitoyens (re)vivent-ils ensemble ?

Le Baromètre des Territoires se compose de trois parties :

- *Le récit national, portrait de la France au quotidien*
- *La typologie des 4 portraits des Français dans leur rapport aux mobilités sociales et géographiques*
- *Les résultats pour chacune des régions*

Les principaux enseignements

Après la crise sanitaire, les Français redéfinissent leurs essentiels et sacralisent leur « premier cercle » social et géographique

Les Français semblent aspirer à tourner la page du coronavirus (67% en octobre pensaient que l'on en parlait trop), et **se recentrent sur leur intimité familiale et personnelle**. Parmi les « essentiels » cités pour définir une vie réussie, ils évoquent le fait d'être en bonne santé (8,6 sur 10), le fait de se sentir bien dans son corps (8,1) et d'avoir des relations régulières avec sa famille (7,9) ...

Loin des envies de tour du monde, **ils aspirent également à être bien chez eux** : 2 Français sur 3 décrivent leur lieu de vie comme un endroit qui va bien, dans lequel il fait bon vivre. 8% ont déménagé suite à la pandémie et 19% ont envie de franchir le pas ... Ce désir s'accompagne d'un mouvement consensuel pour une souveraineté permettant de produire tout ce dont on a besoin en France ou en Europe.

A rebours du pessimisme national, près de 8 Français sur 10 se disent heureux (78% + 5 /2018), et le sentiment de déclin économique est en baisse. Un bonheur qui incite une majorité à envisager leur avenir personnel avec optimisme (57% +10/2018). Cependant des motifs d'insatisfaction et d'inquiétude demeurent, sur la qualité du lien social, l'insécurité, l'accès aux services publics et aux lieux de culture et de loisirs. Ils sont le plus souvent marqués en fonction des types d'agglomération, les habitants des zones rurales et les petites agglomérations décrivant des zones sous-dotées.

Une France qui va -un peu-mieux mais une France qui ne va pas bien

Le pouvoir d'achat est la 2^{ème} préoccupation personnelle des Français. 36% d'entre eux se restreignent pour boucler leurs fins de mois et 39%, sans se restreindre, ne peuvent mettre d'argent de côté ... En octobre, au moment où l'enquête était réalisée, soit avant le plein impact de la hausse des prix de l'énergie, le Baromètre montrait une relative décrispation de la société française sur cette question qui reste pourtant majeure. La perception d'une situation économique moins négative apparaît également au travers des chiffres : Si 4 personnes sur 10 font encore le constat de la difficulté de trouver un emploi là où ils vivent, c'est 13 points de moins qu'en 2018.

Ces inégalités entraînent de grandes différences dans le sentiment de bien-être : 87% des individus qui n'ont pas à se restreindre se déclarent heureux et 69% d'entre eux ont le sentiment d'avoir choisi leur vie, contre respectivement 65% et 43% parmi ceux qui doivent se restreindre.

L'étude fait cependant apparaître que le contrat social qui reste fragile ne s'est pas fissuré davantage pendant la crise COVID. Si 54% estiment que la réussite sociale est jouée d'avance, ce chiffre est en recul de 9 points. Le sentiment de vivre dans une société injuste s'il reste nettement dominant (68%) est en recul de 10 points par rapport au pic de colère de la crise des « gilets jaunes ». **Si le pessimisme sur l'avenir de la société française demeure majoritaire (60%), il est lui aussi en recul de 10 points.**

Autre risque d'inégalité qui émerge fortement : le rapport au télétravail. 76% des cadres ont un métier télétravaillable contre seulement 37% des employés. C'est le cas de 53% des habitants de l'agglomération parisienne contre 30% dans les agglomérations moyennes et rurales ...

Pour sa deuxième édition, le Baromètre des Territoires confirme enfin un point essentiel : sur la plupart des questions de trajectoires de vie, les fractures sociales sont plus structurantes sur les fractures territoriales. Si le territoire ajoute parfois aux difficultés, c'est bien la variable de la fin de mois, sereine ou pas qui détermine sa capacité à évaluer et projeter, positivement ou pas, sa vie personnelle et sociale.

Une France désunie qui aspire au respect

Seuls 34% des Français estiment que ce qui rassemble est plus fort que ce qui les divise. 7 Français sur 10 estiment qu'il n'est plus possible de débattre sereinement et même de débattre tout simplement. La crise sanitaire, la question vaccinale sont des sujets de clivages forts et des motifs d'indignation apparaissent : le harcèlement de rue, la conduite alcoolisée, ...

Les Français aspirent à une société du respect : avec une note de 8,8 sur 10 en moyenne c'est la valeur la plus appréciée par les Français devant l'honnêteté (8,6), la justice (8,5), et la sécurité (8,5) ...

La question de l'environnement est perçue comme fondamentale : 6 Français sur 10 jugent le modèle économique actuel incompatible avec les enjeux soulevés par le défi écologiques et les trois quarts considèrent que nous sommes dans l'obligation de changer nos modes de vie. **Pour changer la société, les Français font d'abord confiance aux entreprises** (63%), devant l'exécutif local (maires 58%, présidents de région 51%) et l'exécutif national (président de la République 54%).

Une typologie en 4 catégories

2 grandes dimensions structurent les opinions, les parcours de vie, et la vie quotidienne des Français : la situation financière et le rapport à son territoire. Articulées, ces 2 dimensions permettent de dégager 4 catégories dans la population :

- **Les « Enracinés »** (31%) qui mènent une vie qui leur convient, et qui envisagent l'avenir avec une relative sérénité, attachées à leur territoire et à leur « bon-vivre ». En cohérence avec cette recherche du « premier cercle », **c'est la catégorie qui progresse le plus entre 2018 et 2021 : +9 points.**
- **Les « Affranchis »** (20% de la population) dotés d'un capital économique et culturel élevé qui se considèrent comme maîtres de leur destin et menant une vie agréable.
- **Les « Assignés »** (24%), asphyxiés par les difficultés du quotidien, qui vivent dans des territoires souffrant d'un manque de dynamisme et de lien social, pessimistes sur la société française.
- **Les « Sur le Fil »** (25%) qui ont une vie parsemée d'embûches et peinent à s'affranchir de leur situation sociale et des inégalités territoriales, mais dont la situation n'est pas figée.

PARTIE 1 : Après la crise sanitaire, les Français redéfinissent leurs essentiels et sacralisent leur « premier cercle » social et géographique

Tourner la page du Covid ?

Après plusieurs mois où la peur et l'inquiétude figuraient en tête, la lassitude (41% de citations, 1^{er} sentiment évoqué) d'une crise sans fin et la nostalgie (40%) s'installent comme les premières émotions des Français. Elles devancent nettement la satisfaction (34%), la confiance (33%) et la sérénité (33%), mais également la colère qu'éprouve 1 Français sur 4.

Si les Français aspirent à tourner la page (67% jugent en octobre 2021 que l'on parle trop du coronavirus). **La santé est devenue leur préoccupation personnelle n°1** (37% de citations, 1^{er} thème cité), sans distinction de classe sociale, de génération ni de territoire.

Cap sur le « premier cercle » : être bien avec soi-même et avec les siens

Pour 1 Français sur 2, la famille a aujourd'hui une place plus importante qu'avant la crise sanitaire.

Avoir des relations régulières avec sa famille est aujourd'hui considéré comme un essentiel (7,9/10 sur une échelle de 0 à 10 sur ce qui est indispensable pour réussir sa vie) ; et prendre soin de ses proches en situation de dépendance est perçu comme l'un des gestes les plus utiles pour améliorer les choses dans notre société (90% « utile »).

Ce mouvement se traduit également par un recentrage sur soi et sur l'intime

- **Être en bonne santé et se sentir bien dans son corps sont aujourd'hui les premiers « essentiels » d'une vie réussie (respectivement 8,6 et 8,1/10).**
- **Personnalité et situation familiale** (père/mère, marié, célibataire, ...) **sont les fondations de l'identité.** Une majorité se définit aujourd'hui d'abord par ce qu'il est en tant qu'individu, en privé, loin devant l'opinion politique, l'engagement pour une cause, la classe sociale, la nationalité, la profession, qui sont relégués au second rang.
- **La « quête de sens » fait évoluer les rêves et ambitions des Français** : avoir un métier qu'on a choisi et qui plaît, savoir faire des choses de ses mains, avoir un métier utile pour la société deviennent des priorités largement partagées.

A l'inverse, les « signes extérieurs de richesse » sont presque devenus anecdotiques (posséder le dernier smartphone, une belle montre, une résidence secondaire, une belle voiture ou encore faire le tour du monde).

Et le goût d'être « bien chez soi »

Le rêve de tour du monde a vécu. Et de la contrainte d'un horizon rétréci par la pandémie, une majorité des Français est passée à la saveur d'« être bien chez soi ».

- **Cette aspiration, amplifiée par l'expérience des confinements, alimente un réel mouvement d'exode des grandes agglomérations vers les villes moyennes notamment.** Motivés par la recherche d'un meilleur cadre de vie (51%), synonyme notamment de proximité de la nature, de la campagne (37%), 8% des Français disent avoir déménagé suite à la crise Covid. 19% ont envie de franchir le pas (accentuation du souhait pour 12%, émergence pour 7%). Ce taux atteint 29% dans l'agglomération parisienne et 21% dans les autres agglomérations de plus de 100.000 habitants, alors qu'il n'est « que » de 14% dans les zones rurales et petites agglomérations, Si le rêve apparaît réalisable rapidement pour 25% d'entre eux, 66% estiment que cela n'est pas faisable dans l'immédiat. 9% jugent leur envie d'ailleurs inatteignable.
- **« Être bien chez soi », c'est aussi avoir la certitude qu'on n'y manquera de rien. Marqueur politique fort par le passé, l'aspiration à la « souveraineté » de la France pour produire fait aujourd'hui tomber tous les clivages et rassemble 8 Français sur 10.** Pour 18% seulement, la France doit continuer de faire des échanges avec l'ensemble des pays du monde ; à l'inverse, pour une large majorité, il est aujourd'hui primordial de produire en France et dans l'UE, afin de ne plus dépendre des autres pays pour produire ce dont la France a besoin.
- En revanche, l'échelon de cette souveraineté fait débat et reconstitue en partie les clivages politiques connus : 44% veulent une autonomie qui se joue au niveau national (63% pour les électeurs de 2nd tour de Marine Le Pen en 2017), 37% avec les partenaires européens (46% pour les électeurs de 2nd tour d'Emmanuel Macron).

Loin du pessimisme national, près de 8 Français sur 10 se disent heureux, et 2 sur 3 décrivent leur lieu de vie comme un endroit qui « va bien », dans lequel il fait bon vivre. Ils louent avant tout leurs paysages (1^{er} élément cité, 50% de citations) ; la qualité de l'environnement et le climat (selon les régions) participent à la douceur de ce cocon.

Mais cette douceur se heurte à des difficultés structurantes

- **La qualité du lien social dans le quartier ou le village est fragile :** plus de 4 Français sur 10 a le sentiment de vivre « à côté » de ses voisins, sans établir de lien véritable. Fraternité et entraide ne sont pas la règle. A noter cependant que le lien social et le vivre-ensemble apparaissent bien meilleurs dans les zones rurales et petites agglomérations ; c'est également le cas en région Bretagne. Pour 21% (+2) par rapport à décembre 2018), il y a trop d'immigrés là où ils vivent et pour 19% (+3) il y a des communautés religieuses qui forment des groupes fermés. Un sentiment nettement plus partagé par les habitants des grandes agglomérations (notamment en Ile-de-France et PACA).
- **S'il reste morose, le portrait économique est pourtant moins négatif qu'en 2018 :** La catastrophe économique tant redoutée en 2021 n'a pas eu lieu. L'étude pointe un recul sensible du sentiment de déclin économique qui s'exprimait dans la plupart des territoires en décembre 2018. A côté de leur douceur de vivre, les zones rurales et les petites agglomérations sont en revanche nettement plus fragiles sur le plan économique : seuls 18% des habitants des zones rurales estiment qu'il y a de plus

en plus d'entreprises qui se créent (contre 31% dans les grandes agglomérations) et 18% que les commerces qui ferment sont repris et rouvrent rapidement (contre 39% dans l'agglomération parisienne et 30% dans les autres grandes agglomérations).

- C'est sur la difficulté de retrouver un emploi que cette évolution est la plus nette. Si 4 personnes sur 10 (41%) en font encore le constat c'est 13 points de moins qu'en 2018.
- **Le sentiment d'insécurité, bien que minoritaire, s'installe comme une inquiétude diffuse** : 3 Français sur 10 entendent de plus en plus parler de cambriolages dans leur voisinage, 3 parents sur 10 ne peuvent laisser leur enfant sortir en journée sans inquiétude, seul 1 Français sur 4 sait qu'il peut compter sur la réaction des passants pour être aidé ou secouru en cas d'agression et 1 Français sur 5 estime qu'il ne peut pas sortir de chez lui à n'importe quelle heure. Ce sentiment d'insécurité est nettement plus répandu dans les grandes agglomérations : à titre d'exemple, seul 1 habitant sur 2 (51%) des agglomérations de plus de 20 000 habitants estime qu'il peut sortir de chez lui à n'importe quelle heure.
- La sécurité apparaît aujourd'hui comme le troisième sujet de préoccupation personnelle. Il est le premier thème dont les Français jugent qu'on ne parle pas assez dans le débat public.
- S'il est minoritaire sur l'ensemble du territoire, le sentiment d'insécurité environnementale atteint des hauts niveaux dans les grandes agglomérations : 33% des habitants de l'agglomération parisienne et 21% de ceux des autres agglomérations de plus de 100.000 habitants considèrent que le lieu où ils vivent est pollué.
- **Le sentiment d'accès aux services publics, transports en commun, lieux de loisirs et de culture est mitigé, et très dépendant de la taille de l'agglomération de résidence.** Les habitants des zones rurales et petites agglomérations décrivent des zones sous-dotées, alors que le regard est bien plus positif dans les grandes agglomérations. La fracture numérique reste forte : plus de 2/3 des agglomérations de plus de 20.000 habitants font part d'une bonne connexion, mais 55% dans les agglomérations de moins de 20.000 habitants et 45% dans les zones rurales.
Concernant les transports, la différence est particulièrement marquée : 71% des habitants de l'agglomération parisienne et 63% de ceux des autres grandes agglomérations estiment que leur lieu de vie est bien desservi par les transports en commun, contre seulement 14% des habitants des zones rurales et 27% de ceux des agglomérations de moins de 20.000 habitants.
Pour se former, se cultiver, se soigner, ... l'écart est là aussi important, de 10 à 20 points entre les types d'agglomération.
- **L'accès aux soins connaît des différences marquées par région** : 33% des habitants du Grand Est ont renoncé ou retardé des soins de santé pour raisons financières récemment, ils sont 40% en PACA. S'agissant cette fois du système de santé, c'est en Centre-Val de Loire et en Normandie que l'accès aux soins est jugé le plus compliqué.

PARTIE 2 : Une France qui va un peu-mieux, mais une France qui ne va pas bien

Pouvoir d'achat : Chronologie d'une France à l'euro près

Le pouvoir d'achat était en octobre la 2^{ème} préoccupation personnelle des Français (31% de citations). Dans une région, en Normandie, il devance même la santé (39%/36%).

- *Aujourd'hui, **36% des Français se restreignent pour boucler leurs fins de mois** (41% dans les Hauts-de-France et 40% en Bourgogne-Franche-Comté). Pour 27%, cela leur permet de tenir leur budget du mois, mais pour 9% cela ne suffit pas et il faut puiser dans les réserves ou emprunter.*
- *64% bouclent leurs fins de mois sans se restreindre : pour autant, 39% n'ont aucune capacité d'épargne ; 25% sont eux en capacité de mettre de l'argent de côté.*
- *Le deuxième semestre 2018 a connu une forte crispation, jusqu'à un point extrême en décembre où près d'1 Français sur 2 (48%) affirmait devoir se restreindre pour boucler ses fins de mois.*
- *Depuis la fin de l'année 2019 jusqu'à la fin de l'été 2021, la perception moyenne de la situation financière s'améliore. Un effet possiblement déclenché par les mesures post-« gilets jaunes », ou la baisse de la pression fiscale, et plus probablement renforcé par la réduction de certaines dépenses, imposée par les confinements et couvre-feux de la crise sanitaire. 36% des Français (-12) déclarent se restreindre au moment où la deuxième édition du Baromètre est réalisée.*
- *Ces dernières semaines, la préoccupation du pouvoir d'achat repart à la hausse. La courbe évolue rapidement et fin octobre ils sont 40% (+4/septembre) à faire le constat de fin de mois sous contrainte.*

Le pouvoir d'achat, une pression du quotidien

- ***Environ 1 Français sur 4 rencontre des difficultés à régler ses factures au moins une fois dans l'année.** Pour la majeure partie d'entre eux, la difficulté est récurrente.*
- *S'il y a eu une relative décrispation du sujet dans le quotidien des ménages, la pression reste très forte. **Près d'1 Français sur 4 fait ses courses alimentaires en cherchant systématiquement les prix les plus bas, 4 Français sur 10 pour s'habiller, pour les loisirs/les vacances, et pour équiper leur foyer.***
- *Enfin, ce sont **plus de 4 Français sur 10 qui ont été à découvert au moins une fois dans l'année, dont 3 sur 10 régulièrement** (et 13% tous les mois). Ce couperet du découvert s'installe en moyenne le 18 du mois.*

Des inégalités de conditions de vie qui perdurent

Si 78% des Français se disent heureux dont 38% très heureux, ces chiffres cachent des différences colossales selon le niveau de vie.

87% des individus qui bouclent leurs fins de mois sans se restreindre déclarent être heureux (dont 48% « très heureux »), alors qu'ils sont **65% parmi ceux qui doivent se restreindre** (dont 25% « très heureux »).

Cette structuration socio-économique est fondamentale pour comprendre les parcours de vie.

Derrière cette mesure du bonheur, c'est l'ensemble des déterminants de ce bien-être qui suivent la même logique :

- Le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène : 69% des individus qui bouclent leurs fins de mois sans se restreindre (que l'on appellera par commodité « sans restriction ») estiment avoir choisi la vie qu'ils mènent, contre 43% de ceux qui doivent se restreindre pour boucler leurs fins de mois (que l'on appellera « avec restrictions »).
- Le sentiment de liberté de mouvement, de mobilité géographique : si un tiers (35%) des individus « sans restriction » ont le sentiment qu'ils seraient « coincés » là où ils habitent s'ils avaient envie de quitter leur lieu de vie actuel, ce ressenti concerne 48% de ceux « avec restrictions », soit un écart de 13 points.
- La satisfaction de son équilibre de vie : 78% des individus « sans restriction » sont satisfaits de leur équilibre entre vie familiale, sociale et professionnelle, contre 56% de ceux vivant avec restrictions, un écart de 22 points.
- Le regard sur sa vie sociale : 51% des individus qui n'ont pas à se restreindre pour boucler le mois estiment que leur vie sociale est riche, contre 37% des Français qui doivent se restreindre. Les parents isolés apparaissent particulièrement touchés : seuls 32% déclarent avoir une vie sociale riche.
- Le soutien moral et économique de son entourage : 46% des individus « sans restriction » ont la certitude d'avoir le soutien de leurs proches en cas de problèmes graves dans leur vie, contre 36% de ceux vivant avec contraintes, un écart de 10 points.
- Le regard sur son propre parcours, ses conditions d'existence par rapport à celles de ses parents : 33% des individus « sans restriction » considèrent que leurs parents vivaient mieux, contre 57% de ceux « avec restrictions », un écart de 24 points.

Sur toutes ces questions, le Baromètre confirme la prédominance des inégalités sociales par rapport aux inégalités territoriales

Les écarts par type d'agglomération sont nettement moins élevés que les écarts sur la situation du pouvoir d'achat. C'est notamment le cas :

- Sur le sentiment d'être heureux l'écart maximum par type d'agglomération est de 2 points contre 22 sur la variable fin de mois.
- Sur le sentiment d'avoir choisi sa vie, il est de 4 points par type d'agglomération contre 26 sur la variable fin de mois.
- Sur la question de l'équilibre de vie personnelle, professionnelle de 2 points contre 22.
- Sur le regard rétrospectif à propos de la vie de ses parents de 3 points contre 24.
- Sur le sentiment d'être coincé là où on vit, 3 points contre 13.
- Sur la réussite sociale jouée d'avance de 4 points contre 8.

Un contrat social qui reste fragile mais ne s'est pas fissuré davantage

- **Si plus d'1 Français sur 2 estiment que la promesse républicaine d'ascenseur social n'est pas tenue**, cette conviction est en recul de 9 points par rapport à décembre 2018, au plus fort de la crise des « gilets jaunes ». 54% pensent que la réussite sociale est jouée d'avance et dépend beaucoup de l'origine sociale des individus. Et plus d'1 Français sur 2 a le sentiment de davantage contribuer au système qu'il n'en bénéficie. Là aussi, la perception de déséquilibre est en recul (-9 points par rapport à décembre 2018), mais reste cependant majoritaire (56%).
- Le sentiment de vivre dans une société injuste s'il reste nettement dominant (67%) est en recul de 11 points par rapport au pic de colère de la crise des « gilets jaunes ».
- Sans opérer de mouvement spectaculaire, la crise sanitaire et sa gestion économique et sociale a légèrement renforcé le consentement à l'impôt (59%, +3 par rapport à fin 2018). Pourtant le sentiment d'inefficacité, voire d'injustice perdure, moins de 6 Français sur 10 jugeant qu'il est utile de payer des impôts. Les différences régionales sont sensibles entre Pays de Loire (64% utile), Ile-de-France (64%), Bretagne (63%) d'une part, et les Hauts-de-France (54%), le Grand Est (55%), la Bourgogne-Franche-Comté (55%) d'autre part.
- **Ce sont bien les doutes sur l'efficacité de la redistribution qui pèsent sur le consentement. Plus de 8 Français sur 10 seraient prêts à payer plus d'impôts s'ils avaient la certitude que ces sommes sont allouées à l'amélioration réelle de « ce qui compte » à leurs yeux** : 31% seraient prêts à payer plus d'impôt pour avoir un meilleur système de santé, 26% pour avoir plus de policiers permettant d'assurer la sécurité des citoyens, 25% pour réduire la pauvreté.

Télétravail : une révolution Covid « catégorielle », terreau de nouvelles inégalités ?

La possibilité de faire du télétravail a divisé la France en deux

- Aujourd'hui, 4 actifs sur 10 ont un métier « télétravaillable ». 76% des cadres sont concernés, pour 41% des professions intermédiaires, 37% des employés et seulement 9% des ouvriers.
- A cette première fracture de fait, s'ajoute celle d'un « retour à la normale » qui ne se joue pas avec les mêmes cartes pour tous : 57% des actifs ayant un métier télétravaillable le font encore ; 43% ont repris leur activité en 100% présentiel.
- Conséquence directe de la concentration des cadres dans les grandes agglomérations, le télétravail est un phénomène très marqué selon le lieu de résidence. 53% des habitants de l'agglomération parisienne et 42% de ceux des autres agglomérations de plus de 100.000 habitants ont fait du télétravail pendant la crise sanitaire, contre 30% dans les agglomérations moyennes et zones rurales. Dans plusieurs régions (Grand Est, Centre-Val de Loire, Normandie) il n'a concerné que 30% des actifs, contre 42% en Auvergne-Rhône-Alpes ou 51% en Ile-de-France.

PARTIE 3 : Une France désunie qui aspire au respect

Les Français peinent à se parler

Au-delà de l'analyse des données qui dessinent des fractures économiques et sociales fortes, les Français font eux-mêmes le constat d'une désunion nationale : seuls 34% estiment que ce qui les rassemble est plus fort que ce qui les divise. Ce sentiment est majoritairement partagé par toutes les catégories de population.

- **Environ 7 Français sur 10 ont le sentiment qu'il n'est plus possible de débattre sereinement, et même de débattre tout simplement.** Ils l'observent chez les politiques (74%), sur les plateaux TV (69%) mais aussi entre eux (67%).
- **La crise sanitaire et son cortège d'incertitudes et d'hésitations, la question vaccinale et le pass sanitaire sont de nouveaux objets de désunion.** La vaccination contre la Covid-19 a longtemps été freinée par cette opposition entre pro et anti. Si le taux de vaccination des plus de 18 ans atteint aujourd'hui 90%, il cache un clivage fort : 68% l'ont fait sans hésiter mais 32% l'ont fait par contrainte (notamment chez les plus jeunes, et les individus les plus défiants envers les institutions). Alors qu'il est en place depuis plusieurs mois, le pass sanitaire est lui aussi l'objet de clivages : 64% y sont favorables, 36% opposés. C'est en Occitanie (70%) et en PACA (71%) qu'on y est le moins favorable (56%). C'est aussi dans ces deux régions que le sentiment de division du pays est plus élevé, alors qu'il est nettement moins partagé dans les Hauts-de-France (59% divisé).
- **A ces nouveaux sujets de querelles, s'ajoutent les situations et comportements qui irritent, choquent, indignent, notamment car ils sont vécus comme des atteintes à son bien-être et à sa sécurité comme à celle de son premier cercle :** harcèlement de rue à l'encontre d'une femme (87% sont profondément choqués face à cette situation), conduite sous l'emprise de l'alcool (84%), déchet jeté par terre (74%) indignent. Cracher par terre (59%), mettre la musique forte dans les transports en commun (54%), fumer du cannabis dans un jardin public (50%), ne pas payer son ticket de transport (47%), refuser de présenter son pass sanitaire (46%) forment la longue litanie des agressions et incivilités qui suscitent désormais de « grandes colères » (environ 1 Français sur 2 affirment que cela les « choque profondément »).

Et aspirent à une société du respect

Les Français s'accordent sur l'envie d'une société du respect, qui permet à chacun de « bien vivre » et de vivre sereinement

- **La plupart de nos concitoyens érigent le respect en valeur cardinale pour construire la société de demain (8,8/10 ; 1^{ère} valeur).**
- **Le respect s'impose partout, enjambe toutes les fractures avec une intensité jamais vue (47% attribuent une note de 10/10 sur une échelle d'importance pour construire la société française de demain. En comparaison, la liberté ne réunit « que » 37% des Français sur cette note maximale).**

Honnêteté (8,6/10), justice (8,5/10) et sécurité (8,5/10) trouvent naturellement leur place aux côtés du respect et dessinent une société de la tranquillité.

Le « respect », valeur encore plus fédératrice que la « liberté » et l'« égalité », c'est l'importance du « quotidien », au moins autant que des « grands principes républicains ».

S'agissant ainsi de la laïcité (7.6/10), les conceptions sont tranchées : Pour 75% la laïcité c'est « permettre à chacun de croire ou ne pas croire, mais imposer la neutralité dans l'espace public (pas de présence de la religion, par quelque moyen que ce soit dans l'espace public) » contre 25% qui pensent « que l'on doit pouvoir afficher son appartenance religieuse dans l'espace public sans restriction ».

- **Dans cette France du « premier cercle » et du respect, prendre soin de ses proches en situation de dépendance, trier les déchets, se déplacer de manière « propre », voter aux élections locales et renoncer à des habitudes de vie préjudiciables pour la planète sont universellement considérés comme les gestes les plus utiles pour améliorer le monde dans lequel on vit.** Une confirmation enfin : la centralité réaffirmée de l'élection présidentielle (77%, soit quasiment le chiffre de participation au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, considèrent qu'y participer est utile pour changer les choses). A la région Nouvelle Aquitaine revient la palme du civisme : 81% font du vote un moyen utile pour changer la société, 83% s'agissant des élections locales.

Environnement : unanimité sur le diagnostic de l'urgence, peurs, incertitudes et désaccords sur le chemin à emprunter

La conviction de l'impact de l'environnement sur sa santé et celle de ses proches est très largement partagée (87%), installant dérèglement climatique et pollutions au premier rang des menaces pesant sur le « premier cercle ».

Les Français expriment la certitude qu'il faut opérer des changements nets et importants

- *Le modèle économique actuel apparaît pour 6 Français sur 10 incompatible avec les enjeux soulevés par le défi écologique (66% en Centre-Val de Loire, 67% en PACA). Les trois quarts considèrent que nous sommes dans l'obligation de changer nos modes de vie (74%) et adopter un mode de vie plus sobre (77% en Bretagne).*
- *Pour autant, une forte crainte émerge : La prise en compte de la question économique et sociale apparaît indispensable pour opérer cette transition avec succès. Il est demandé que ces changements soient avant tout justes, partagés collectivement (58%), préoccupation encore plus forte en Auvergne-Rhône-Alpes (62%), et en Pays de Loire (64%) puis que les inconvénients soient compensés par des avantages (42%), qu'ils soient décidés collectivement (39%). Aujourd'hui, 80% des Français regrettent de ne pas pouvoir en faire davantage parfois par manque de moyens financiers (mobilité propre, rénovation énergétique du logement, ...).*

L'urgence à agir ne fait plus débat. En revanche, le « chemin praticable » pour y parvenir coupe la France en deux et alimente l'inquiétude qui pèse sur notre avenir commun : 57% des Français pensent que le progrès technique permettra que la Terre reste vivable, 43% sont d'un avis contraire.

Qui pour changer la vie ?

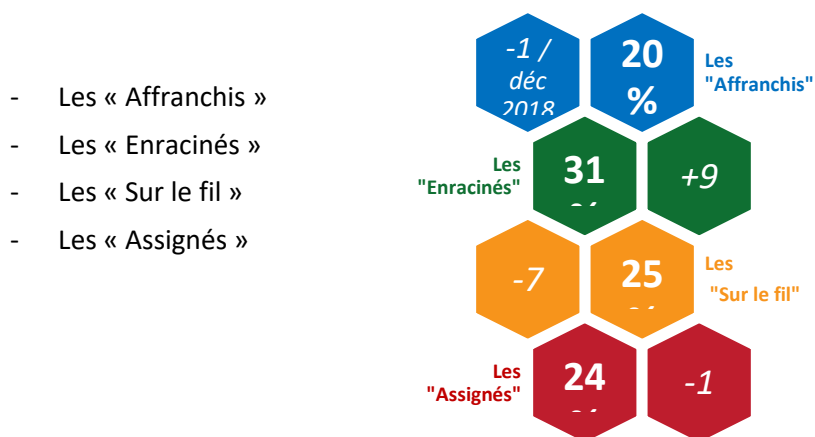
Si une partie de nos concitoyens apparaît presque résignée et ne prête à aucun acteur la capacité de faire évoluer la société, **un trio privé/public se dessine : les entreprises** (pour 63% des Français, elles ont la capacité de faire évoluer le monde dans lequel on vit), **l'exécutif local** (maires 58%/président de région 51%) **et l'exécutif national** (président de la République 55%).

- ***Hommes et femmes politiques inspirent toujours une grande méfiance, au mieux de l'indifférence. Pour autant, à la faveur de la gestion de la crise COVID, le président de la République (54% estiment qu'il a le pouvoir de faire évoluer la société), les maires (58%) et présidents de région (51%) restent perçus comme des acteurs pouvant agir, en capacité d'avoir un impact sur le quotidien, mon territoire.***
- ***Dans cette recherche d'impact, c'est l'entreprise qui apparaît comme l'acteur faisant le plus consensus dans sa capacité à changer les choses (63%). L'expression d'une exigence de plus en plus forte qui pèse sur l'entreprise est ainsi un signe d'une agilité et d'une capacité à faire qu'on lui attribue.***
- ***L'entreprise se voit attendue sur des priorités multiples, son impact est scruté, ses progrès mesurés. Elle est aujourd'hui particulièrement attendue sur son devoir d'assurer la santé et la sécurité des salariés (48%), de les former (39%), d'assurer un juste partage de la valeur créée ; d'agir pour l'égalité homme-femmes (39%). Si son engagement environnemental est lui aussi perçu comme prioritaire (41%), elle doit encore convaincre sur la portée de son engagement, 42% des Français considérant qu'elles ne font pas d'effort pour sauver la planète.***

Typologie

Cette enquête d'ampleur permet de saisir **les deux grandes dimensions sous-jacentes qui structurent les opinions, les parcours de vie, la vie quotidienne des habitants de notre pays : situation financière et rapport à son territoire.**

Cela amène à « découper » la France en 4 catégories et adopter une grille de lecture qui va au-delà des simples critères habituels tels que le genre, l'âge, la profession, la préférence politique, ...



Par rapport à décembre 2018, le nombre de Français dans le groupe des « Enracinés » a augmenté (+9 points). C'est aujourd'hui le groupe le plus conséquent (31%). Ce mouvement s'est fait au détriment des « Sur le fil » principalement (-7), 2^{ème} groupe le plus important. Les « Affranchis » sont 20% dans la population française (-1) à alors que les « Assignés » pèsent aujourd'hui 24% (-1).

Ces résultats s'expliquent de la manière suivante :

- *La crise Covid et notamment la sacralisation du proche ont provoqué un mouvement d'enracinement*
- *Par rapport à décembre 2018, au plus fort de la crise des « gilets jaunes », la décrispation autour des questions du pouvoir d'achat a permis à un certain nombre de « Sur le fil » de voir les inquiétudes du quotidien perdre en intensité. La défiance envers les institutions est elle aussi moins importante qu'au plus fort de la crise des « gilets jaunes »*
- *En revanche, ce mouvement n'a quasiment pas permis aux « Assignés » de basculer dans une meilleure situation. Ce sont les « Sur le fil », au capital socio-économique et culturel plus important que les « Assignés » et moins asphyxiés par les difficultés du quotidien, qui ont pu en profiter*

Les « Affranchis » (20% de la population)

Les « Affranchis » sont maîtres de leur destin et peuvent franchir les obstacles et difficultés de la vie sans peine. Ils disposent d'un capital économique et culturel élevé, ils évoluent avec aisance dans le monde actuel, s'adaptent facilement aux changements. Ils se sentent bien là où ils habitent, mais leur ancrage territorial est faible : leur territoire de vie, c'est avant tout celui qui leur permettra de saisir les opportunités et d'être « là où il faut ».

Les « Affranchis » vivent une **vie agréable** et se perçoivent :

- *Heureux (7,6/10 contre 6,8 en moyenne), satisfaits de leur équilibre vie professionnelle/vie personnelle (87% contre 70% en moyenne), avec une vie sociale riche (60% contre 41% en moyenne) Ils ont la vie qu'ils ont choisi de mener (80% des « Affranchis », contre 59% en moyenne)*
Cette existence heureuse et maîtrisée s'appuie sur un capital économique et culturel important
- *Pour eux, les **fin de mois ne sont pas source d'inquiétude** (79% bouclent leurs fins de mois sans se restreindre contre 64% en moyenne). Pour un tiers d'entre eux (32% contre 18% en moyenne), ils ont même le sentiment que leur situation financière s'est améliorée pendant les 12 derniers mois*
- *Près d'un sur deux est **capable de lire et de parler anglais** (45% contre 29% en moyenne). 96% sont à l'aise avec les outils et services numériques, dont 51% jugeant très facile d'utiliser ces outils, pour 32% en moyenne*

Leur capital économique et culturel leur permet de bénéficier d'un cadre de vie et/ou de conditions d'existences favorables

- *Ils décrivent leur lieu de vie comme un **territoire qui va bien** (89%, contre 66% en moyenne), où il fait bon vivre (80%, contre 66% en moyenne). Il est **attractif** (72% contre 54% en moyenne), **dynamique économiquement** (de plus en plus d'entreprises s'y créent : 50% contre 27% en moyenne), **bien équipé** (accès internet de qualité : 77%, contre 62%), **bien desservi par les transports en commun** (64% contre 45% en moyenne), ils s'y sentent **en sécurité** (78% contre 65% en moyenne)*
- *Si 43% font tout de même le constat de la désunion, **57% estiment que « ce qui rassemble les Français est plus fort que ce qui les divise »** (contre 34% en moyenne). Entre 4 et 5 « Affranchis » sur 10 estiment que le débat est encore possible dans notre pays (contre environ un tiers en moyenne)*
- ***Ils sont les moins défiant envers autrui et envers les institutions.** 71% font confiance aux gens qui vivent autour d'eux (contre 53% en moyenne), 67% aux maires de leur commune (contre 45% en moyenne), 54% au président de la République (contre 25% en moyenne), 55% aux entreprises (contre 30% en moyenne). Ni le vaccin (72% sans hésiter contre 59% en moyenne) ni le pass sanitaire (77% contre 64%) n'ont provoqué chez eux d'opposition*
- ***Ils souscrivent plus largement au contrat social et fiscal.** 79% estiment qu'il est utile de payer des impôts (contre 59% en moyenne). 51% estiment en bénéficier au moins autant que ce qu'ils y contribuent (contre 34% en moyenne)*

Politiquement, ils ont très largement voté pour Emmanuel Macron lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017. 28% déclarent n'avoir aucune préférence partisane (contre 40% en moyenne) **Sociologiquement**, ce groupe est constitué d'une proportion plus importante de **jeunes de moins de 35 ans** (36% contre 25% en moyenne). Loin de constituer la majorité, les **cadres** y sont cependant sur-représentés (16% contre 10% en moyenne). 56% résident dans une **grande agglomération de + de 100.000 habitants** (contre 46% en moyenne). Les hommes y sont légèrement sur-représentés (52% contre 47% en moyenne).

Les « Affranchis » sont notamment sur-représentés en Ile-de-France (27% contre 20% dans la population française).

Les « Enracinés » (31% de la population)

Les « Enracinés » mènent une vie qui leur convient, leur situation personnelle leur permet d'aborder l'avenir avec une relative sérénité. Pour eux, le lieu de vie tient une place majeure dans leur bien-être. Leur quartier, leur commune, c'est leur cocon. Ils y vivent depuis longtemps ou ont enfin réussi à s'y installer. Bien là où ils sont, leur bonheur ne passe pas par des rêves d'ailleurs mais bien par le « bon vivre » de leur territoire de vie.

Les « Enracinés » n'auraient envie de quitter leur territoire de vie pour rien au monde

- Même s'ils en avaient la possibilité, 86% n'auraient pas envie de quitter leur quartier (contre 67% en moyenne)
- Ils décrivent leur lieu de vie comme un endroit qui va bien (86% contre 66% en moyenne), où il fait bon vivre (84% contre 66% en moyenne). 81% s'y sentent en sécurité (contre 65% en moyenne), très peu relaient un climat de méfiance entre habitants (16% contre 29% en moyenne) et estiment qu'il y a trop d'immigrés (13% contre 21% en moyenne), 73% louent la situation environnementale (contre 55% en moyenne). En revanche, le dynamisme économique et la qualité des infrastructures n'est pas particulièrement relevée et se situent dans la moyenne (transport en commun, vitesse d'internet)
- De manière générale, ils ont confiance dans les gens qui vivent autour d'eux (70% contre 53% en moyenne) et le maire de leur commune (57%, contre 45% en moyenne)

Au-delà du territoire dans lequel ils sont ancrés, **leurs conditions économiques et sociales d'existence sont plutôt bonnes**

- Ils sont plutôt heureux (7,4/10), 73% ont le sentiment de mener la vie qu'ils ont choisi (contre 59% en moyenne), 82% se disent satisfaits de l'équilibre de leur vie et 56% estiment que leur vie sociale est riche (contre 41% en moyenne)
- Leur situation économique est plutôt bonne : 78% bouclent leurs fins de mois sans se restreindre (contre 64% en moyenne). Par rapport aux « Affranchis », ils sont cependant moins nombreux à avoir la capacité d'épargner (29% contre 41%)

Très bien installés dans leur cocon et ayant une situation financière et patrimoniale leur permettant de vivre sereinement, les « Enracinés » sont plutôt optimistes pour leur propre avenir (69% contre 57% en moyenne) et celui de leur lieu de vie (77% contre 59% en moyenne). En revanche, ils portent un regard assez contrasté sur l'état de la société française (comme la moyenne)

- Seuls 33% sont optimistes pour l'avenir de la société française
- 65% estiment que la société est injuste
- Seuls 32% estiment que ce qui rassemble les Français est plus forte que ce qui les divise
- Environ 7 sur 10 estiment que le débat est impossible
- S'ils estiment qu'il est utile de payer les impôts (71% contre 59% en moyenne), 66% jugent qu'ils contribuent d'avantage au système qu'ils n'en bénéficient (contre 56% en moyenne)

Politiquement, ce sont des électeurs assidus : leur taux de participation aux élections est plus élevé que celui des autres groupes. Ils sont plus nombreux que la moyenne (27% contre 20% en moyenne) à avoir **voté François Fillon** à la dernière élection présidentielle. 25% ont voté **Emmanuel Macron** . 16% se disent proches des Républicains (contre 10% en moyenne), 14% de LREM ou du MoDem (contre 11% en moyenne).

Sociologiquement, ce groupe est le plus âgé et est constitué d'une proportion plus importante de **retraités** (44% contre 28% en moyenne). 47% résident dans une **commune rurale ou une petite agglomération de moins de 20.000 habitants** (47% contre 40% en moyenne) et 73% en maison individuelle (contre 62% en moyenne). 74% sont **propriétaires** (contre 58% en moyenne).

Les « Enracinés » sont sur-représentés en Bretagne (36% contre 31% dans la population française), en Bourgogne-Franche-Comté (35%), et en Pays de la Loire (35%).

Les « Assignés » (24% de la population)

Les « Assignés » sont asphyxiés au quotidien et englués dans les difficultés, notamment financières. Elles sont des embûches continues qui entravent la maîtrise de son destin et empêchent de « sortir la tête de l'eau ». Leur territoire de vie est le lieu de l'amoncellement des difficultés : manque de dynamisme économique, lien social détérioré, sentiment d'insécurité, cadre de vie dégradé, ... S'ils en rêvent, pour autant, leur capital socio-économique ne leur permet pas de se déplacer vers des horizons meilleurs, ils sont « Assignés à résidence ».

- 66% estiment ne pas mener la vie qu'ils ont choisi
- Économiquement, 56% doivent se restreindre pour boucler leurs fins de mois (contre 36% en moyenne)
- Au quotidien, cela se traduit par des achats fortement dictés par le critère du prix, voire des privations (41% à 59% selon le poste de dépense, contre 24% à 40% en moyenne)
- Au cours des 12 derniers mois, ils sont près d'un sur deux (47%) à estimer que leur situation financière s'est dégradée (contre 28% en moyenne)
- Leur vie sociale est réduite voire inexistante (74% contre 56% en moyenne)
- Seuls 49% sont satisfaits de leur équilibre de vie (contre 70% en moyenne)
- Seuls 31% ont un métier télétravaillable (contre 39% en moyenne)

L'ensemble de ces difficultés pèsent fortement sur leur bonheur (5,6/10 contre 6,8 en moyenne) et sur leur capacité à se projeter dans l'avenir : 63% sont pessimistes pour leur avenir personnel (contre 32% en moyenne)

Cette situation quotidienne assombrit fortement leur regard sur la société française

- 91% jugent que la société française est injuste (contre 68% en moyenne)
- 68% estiment que la réussite sociale est jouée d'avance et dépend de l'origine sociale (contre 54% en moyenne)
- Seuls 17% pensent que ce qui rassemble les Français est plus fort que ce qui les divise (contre 34% en moyenne)
- Environ 8 sur 10 font le constat d'un débat impossible dans la société (contre 7 sur 10 en moyenne)
- 86% sont pessimistes pour l'avenir de la société française (contre 60% en moyenne)

En sortie de crise, 4 sentiments dominent : lassitude (57% contre 41% en moyenne), nostalgie (45% contre 40%), tristesse (43% contre 27% en moyenne) et colère (39% contre 24%)

Ils décrivent un lieu de vie qui cumule les problèmes

- Seuls 31% parlent d'un lieu de vie qui « va bien » (contre 66% en moyenne)
- Seuls 42% estiment qu'il y fait bon vivre (contre 66% en moyenne)
- Le lien social et le vivre ensemble y sont dégradés : 45% affirment que les gens se méfient les uns des autres (contre 29% en moyenne), 33% qu'il y a trop d'immigrés là où ils vivent (contre 21% en moyenne)
- 41% entendent de plus en plus parler d'agressions, de cambriolages là où ils vivent (contre 31% en moyenne)
- 55% aimeraient quitter la région dans laquelle ils vivent (contre 38% en moyenne) mais 55% ont le sentiment que cela serait difficile, d'être coincés là où ils habitent (contre 40% en moyenne)

Pour eux, la promesse du contrat social et du modèle français d'égalité n'est pas tenue, et la défiance envers les institutions est forte

- Seuls 39% estiment qu'il est utile de payer ses impôts (contre 59% en moyenne)

- 68% estiment davantage contribuer au système qu'en bénéficiant (contre 56% en moyenne)
- Seuls 31% font confiance aux gens qui vivent autour d'eux (contre 53% en moyenne), 22% à leur maire (contre 45% en moyenne), 8% au président de la République (contre 25% en moyenne). Cette défiance généralisée prend notamment la forme d'une opposition plus forte au pass sanitaire (51% contre 36% en moyenne)

Politiquement, ils ont avant tout voté pour **Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2017** (33% contre 21% en moyenne). 20% se disent proche du **Rassemblement National** (contre 12% en moyenne).

Sociologiquement, ce groupe est constitué d'une part plus importante de personnes d'un **âge intermédiaire, entre 35 et 64 ans** (57% contre 49% en moyenne). En termes de lieu de résidence, ils suivent la répartition nationale et sont donc présents **sur l'ensemble du territoire quelle que soit la taille d'agglomération**. 48% sont **locataires** (contre 42% en moyenne). 34% **vivent seuls**, sans conjoint ni enfant (contre 30% en moyenne). Les ouvriers y sont légèrement sur-représentés (15% contre 12% en moyenne). 15% se considèrent encore aujourd'hui comme des « **gilets jaunes** » (contre 8% en moyenne) et 27% sont des **sympathisants des « gilets jaunes »** (contre 19% en moyenne).

Les « Assignés » sont sur-représentés dans les Hauts-de-France (28% contre 24% dans la population française) et en Centre-Val de Loire (27%).

Les « Sur le fil » (25% de la population)

Les « Sur le fil » ont une vie parsemée d'embûches et peinent à s'affranchir de leur situation socioéconomique et des inégalités territoriales. Pour autant, leur situation n'est pas figée (groupe le plus jeune, 63% ont moins de 50 ans) et ne relève pas du même niveau de difficultés que les « Assignés ».

Ces individus ont un profil socioéconomique hétérogène, mais teinté de difficultés

- 52% vivent des fins de mois sans restriction, alors que 48% doivent se restreindre
- 31% à 47% dictent leur comportement d'achat avant tout par le critère du prix (contre 24% à 40% en moyenne)
- 51% ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent (contre 59% en moyenne)
- 62% font part d'une vie sociale réduite voire inexistante (contre 56% en moyenne)
- Leur niveau de bonheur est légèrement en-deçà de la moyenne (6,5/10 contre 6,8)

Le regard sur leur lieu de vie est assez partagé, même s'il semble tout de même pâtir d'un certain nombre d'inconvénients

- Seuls 56% des « Sur le fil » jugent que leur territoire de vie « va bien » (contre 66% en moyenne)
- Seuls 54% estiment qu'il fait bon vivre chez eux (contre 66% en moyenne)
- Seuls 44% estiment qu'ils peuvent sortir de chez eux à n'importe quelle heure (contre 59% en moyenne)

Le regard sur la société française est assez négatif, tout comme leur appréciation du contrat social

- Environ 7 sur 10 font le constat d'un débat impossible (comme la moyenne)
- Seuls 33% estiment que ce qui rassemble les Français est plus fort que ce qui les divise (comme la moyenne)
- 57% estiment que la réussite sociale est jouée d'avance (contre 54% en moyenne), 43% que les gens ont tous la même chance de réussir (46% en moyenne)
- Seuls 46% estiment qu'il est utile de payer des impôts (contre 59% en moyenne)
- 71% parlent d'une société française injuste (contre 68% en moyenne)

Les « Sur le fil » sont assez éloignés de la politique. 37% n'ont pas voté à la dernière élection présidentielle (pour ceux qui ont voté, leur vote était d'abord dirigé vers Jean-Luc Mélenchon, puis Marine Le Pen et Emmanuel Macron). 51% affirment n'être proche d'aucun parti politique (contre 40% en moyenne).

Sociologiquement, ce groupe est plutôt jeune, 63% ont **moins de 50 ans** (contre 50% en moyenne). Les **femmes** y sont sur-représentées (58% contre 53% en moyenne). 36% sont des **employés** ou **ouvriers** (contre 29% en moyenne). 54% sont **locataires** (contre 42% en moyenne).

Les « Sur-le-fil » sont présents de manière assez homogène sur le territoire.